

# Les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées : portrait global et dépenses

2017-2018



**OFFICE DES PERSONNES  
HANDICAPÉES DU QUÉBEC**

*conjuguer*  
nos forces



# **Les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées : portrait global et dépenses**

**2017-2018**

**RÉDACTION**

Damien Huntzinger  
Conseiller à l'évaluation et à la recherche  
Direction de l'évaluation et du soutien  
à la mise en œuvre de la loi

**APPROBATION**

Anne Hébert  
Directrice générale

**COLLABORATION**

Lucie Sarrazin  
Technicienne en statistiques  
Direction de l'évaluation et du soutien  
à la mise en œuvre de la loi

**RÉFÉRENCE SUGGÉRÉE**

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES  
DU QUÉBEC (2018). *Les programmes et mesures  
destinés aux personnes handicapées : portrait  
global et dépenses : 2017-2018*, Drummondville,  
Secrétariat général, L'Office, 33 p.

**SUPERVISION**

Isabelle Émond  
Directrice de l'évaluation et du soutien  
à la mise en œuvre de la loi

**ÉDITION**

Secrétariat général

*Ce document est disponible  
en médias adaptés sur demande.*

Dépôt légal - 2018

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-550-81571-6 (version imprimée)

ISBN 978-2-550-81572-3 (version PDF)

ISBN 978-2-550-81573-0 (version texte électronique)

ISBN 978-2-550-81574-7 (version braille)

ISSN 2371-3186 (version imprimée)

ISSN 2371-3194 (version PDF)

ISSN 2371-3194 (version texte électronique)

ISSN 2371-3208 (version braille)

.....

Office des personnes handicapées du Québec  
309, rue Brock, Drummondville (Québec) J2B 1C5  
Téléphone : 1 866 680-1930  
Télécscripteur : 1 800 567-1477  
[www.ophq.gouv.qc.ca](http://www.ophq.gouv.qc.ca)

## FAITS SAILLANTS

### PORTRAIT GLOBAL DES PROGRAMMES ET MESURES

- En date du 9 février 2018, 246 programmes et mesures du Gouvernement du Québec sont destinés, en tout ou en partie, aux personnes handicapées. Parmi ceux-ci, 171 s'adressent spécifiquement à ces personnes.
- Un total de 18 MO se partagent la responsabilité des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées. Plus précisément, 4 programmes et mesures sur 5 (80 %) sont sous la responsabilité de 5 MO, soit le MSSS, la CNESST, le MEES, le MFQ et le MTESS.
- Plus de la moitié des 246 programmes et mesures destinés aux personnes handicapées visent la prestation directe de services et d'équipements à la population (81) ou s'inscrivent dans les divers régimes d'indemnisation (63) tels que l'indemnisation des victimes d'accidents de la route, l'indemnisation des victimes d'accidents de travail, l'indemnisation des victimes d'actes criminels et les sauveteurs et l'indemnisation des victimes d'une vaccination.
- Près des trois quarts (73 %) des programmes et mesures visent tous les types d'incapacité.
- Près de la moitié (48 %) des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées s'adressent à toute la population, sans distinction d'âge.

# DÉPENSES RÉALISÉES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES ET MESURES SPÉCIFIQUES AUX PERSONNES HANDICAPÉES

- Les MO ont dépensé un minimum de 9,7 milliards en 2015-2016 spécifiquement pour les personnes handicapées. Il s'agit d'une progression de 22 % depuis 2010-2011.
- La plupart des MO ont vu leurs dépenses augmenter plus rapidement que le taux d'inflation entre 2010-2011 et 2015-2016, soit 6,2 %. Les dépenses de 4 MO ont cependant eu une variation inférieure au taux d'inflation pour cette période. Il s'agit du MTESS (6 %), du MTMDET (1 %), de l'Office (-24 %) et du SCT (-30 %).
- De façon similaire aux années précédentes, 4 MO sont responsables de 91 % des dépenses spécifiques aux personnes handicapées, soit le MSSS, le MTESS, le MEES et Retraite Québec.
- En 2015-2016, plus de 6,6 milliards ont été dépensés dans des programmes et mesures qui offrent des services et des équipements aux personnes handicapées.
- Les dépenses effectuées par le MSSS dans le cadre de ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées ont connu une augmentation de 11 % depuis 2012-2013, pour atteindre plus de 5,7 milliards en 2015-2016. Il s'agit du MO qui effectue les dépenses annuelles les plus élevées spécifiquement pour les personnes handicapées.
- Les dépenses effectuées par le MTESS pour ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées en 2015-2016 s'élèvent à plus de 1,4 milliard, soit une augmentation de 2,3 % depuis 2012-2013.
- En 2015-2016, les programmes et mesures du MEES ont bénéficié de dépenses de 893 millions. Ce montant représente une hausse de 21 % depuis 2012-2013.
- Les dépenses engagées par Retraite Québec en 2015 dans le cadre des mesures du Régime des rentes du Québec spécifiques aux personnes handicapées s'élèvent à plus de 799 millions. Il s'agit d'une diminution de 2,5 % depuis 2012.
- Pour la grande majorité des programmes, les dépenses présentées dans ce rapport sont en hausse pour la période 2012-2013 à 2015-2016. Les exceptions sont : les programmes d'activités de jour (-5 %) et de soutien aux proches aidants (-12 %) du MSSS, le Contrat d'intégration au travail (-1,5 %) du MTESS, les volets jeunes (-94 %) et adultes (-33 %) du Programme d'allocation pour des besoins particuliers et le Programme d'assistance financière aux unités régionales de services en matière de sport, loisir, plein air et activité physique (-8 %) du MEES, la rente d'invalidité (-3,2 %) de Retraite Québec, les mesures de réadaptation professionnelle (-7 %) de la CNESST, le programme d'aides visuelles (-8 %) de la RAMQ ainsi que les programmes d'aide gouvernementale au transport adapté (-1,5 %), d'adaptation de véhicule (-11 %) et de vignette de stationnement (-28 %) du MTMDET.

# TABLE DES MATIÈRES

.....

## III FAITS SAILLANTS

### 1 INTRODUCTION

### 3 RÉPERTOIRE DES PROGRAMMES ET MESURES DESTINÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES DE L'OFFICE

3 DÉFINITION DE « PROGRAMME » ET « MESURE »

4 PROGRAMMES ET MESURES CONSIDÉRÉS

4 VARIABLES INCLUSES

5 SOURCES DE DONNÉES

5 LIMITES DES DONNÉES SUR LES DÉPENSES INCLUSES DANS LE RPM

### 7 PORTRAIT GLOBAL DES PROGRAMMES ET MESURES DESTINÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

8 RÉPARTITION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC RESPONSABLE

10 RÉPARTITION PAR TYPE D'INTERVENTION

12 RÉPARTITION PAR TYPE D'INCAPACITÉ

13 RÉPARTITION SELON L'ÂGE DE LA POPULATION VISÉE

### 15 DÉPENSES RÉALISÉES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES ET MESURES SPÉCIFIQUES AUX PERSONNES HANDICAPÉES

15 DÉPENSES GLOBALES PAR MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC RESPONSABLE

18 DÉPENSES GLOBALES PAR TYPE D'INTERVENTION

19 MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS AYANT LES DÉPENSES LES PLUS ÉLEVÉES

20 *Le ministère de la Santé et des Services sociaux*

23 *Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale*

24 *Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur*

26 *Retraite Québec*

26 *La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail*

28 *La Régie de l'assurance maladie du Québec*

29 *Le ministère de la Famille*

30 *Le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports*

### 31 CONCLUSION

### 33 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES





# LISTE DES TABLEAUX ET FIGURE

9	<i>TABLEAU 1</i> <b>Répartition des programmes et mesures par MO responsable</b>
11	<i>TABLEAU 2</i> <b>Répartition des programmes et mesures par type d'intervention</b>
12	<i>TABLEAU 3</i> <b>Répartition des programmes et mesures par type d'incapacité</b>
13	<i>TABLEAU 4</i> <b>Répartition des programmes et mesures par groupe d'âge</b>
16	<i>TABLEAU 5</i> <b>Dépenses effectuées par les MO dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, 2010-2011 à 2015-2016</b>
18	<i>TABLEAU 6</i> <b>Variation annuelle moyenne des dépenses effectuées par les MO dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, 2010-2011 à 2015-2016</b>
19	<i>TABLEAU 7</i> <b>Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées par type d'intervention, 2010-2011 à 2015-2016</b>
20	<i>TABLEAU 8</i> <b>Variation annuelle moyenne des dépenses du MSSS dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MSSS, 2010-2011 à 2015-2016</b>
22	<i>TABLEAU 9</i> <b>Dépenses des programmes spécifiques aux personnes handicapées, MSSS, 2012-2013 à 2015-2016</b>
23	<i>TABLEAU 10</i> <b>Dépenses des programmes spécifiques aux personnes handicapées, MTESS, 2012-2013 à 2015-2016</b>
25	<i>TABLEAU 11</i> <b>Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MEES, 2012-2013 à 2015-2016</b>
26	<i>TABLEAU 12</i> <b>Dépenses des mesures spécifiques aux personnes handicapées du Régime des rentes du Québec, Retraite Québec, 2012 à 2015</b>
27	<i>TABLEAU 13</i> <b>Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, CNESST, 2012-2013 à 2015-2016</b>
28	<i>TABLEAU 14</i> <b>Dépenses des programmes spécifiques aux personnes handicapées, RAMQ, 2012-2013 à 2015-2016</b>
29	<i>TABLEAU 15</i> <b>Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MFamille, 2012-2013 à 2015-2016</b>
30	<i>TABLEAU 16</i> <b>Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MTMDet, 2012-2013 à 2015-2016</b>
17	<i>FIGURE 1</i> <b>Répartition des dépenses effectuées par MO dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, 2015-2016</b>



# LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES

---

CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
EHDA	Élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage
MEES	Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
MTESS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
MFamille	Ministère de la Famille
MFQ	Ministère des Finances
MO	Ministères et organismes publics
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTMDET	Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports
Office	Office des personnes handicapées du Québec
RAMQ	Régie de l'assurance maladie du Québec
RNI	Ressources non institutionnelles
RPM	Répertoire des programmes et mesures
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SCT	Secrétariat du Conseil du trésor
SHQ	Société d'habitation du Québec



# INTRODUCTION

Le Gouvernement du Québec met en œuvre un grand nombre de programmes et de mesures afin de permettre aux personnes handicapées de réaliser leurs habitudes de vie. Dans le but de détenir une vue d'ensemble de ces programmes et mesures, un premier portrait global a été réalisé en 2013-2014 par l'Office des personnes handicapées du Québec. Année après année, les mises à jour de ce portrait révèlent que près de 250 programmes et mesures sous la responsabilité de 16 ministères et organismes publics (MO) ont progressivement été développés au Québec au cours des dernières décennies.

Le présent rapport constitue donc le cinquième portrait annuel réalisé par l'Office ayant pour objectif de présenter une vue d'ensemble des programmes et mesures qui visent à permettre aux personnes handicapées de réaliser leurs habitudes de vie et de compenser les coûts supplémentaires qu'elles ont à assumer en raison de leurs déficiences, incapacités et situations de handicap. Ce rapport se veut une mise à jour pour l'année 2017-2018 en tenant compte des modifications recensées dans l'organisation des programmes et mesures.

Le document présente d'abord le Répertoire des programmes et mesures (RPM) destinés aux personnes handicapées, développé par l'Office, qui permet la réalisation du présent rapport. Par la suite, le portrait global des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées du Gouvernement du Québec pour l'année 2017-2018 est présenté. Enfin, les dépenses réalisées jusqu'en 2015-2016 par les MO sont détaillées.



# RÉPERTOIRE DES PROGRAMMES ET MESURES DESTINÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES DE L'OFFICE

Le portrait global présenté dans ce document est effectué à l'aide du RPM. Ce répertoire est une base de données évolutive mise à jour annuellement afin d'inclure les changements fréquents apportés aux programmes et mesures destinés aux personnes handicapées du Gouvernement du Québec.

Cette section vise à présenter brièvement la méthodologie qui délimite le choix des programmes et mesures inclus au RPM ainsi que les principales variables et les sources de données qui l'alimentent. Elle permettra finalement de souligner les limites des données financières incluses dans le RPM.

## DÉFINITION DE « PROGRAMME » ET « MESURE »

Pour pouvoir recenser les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées, un effort d'uniformisation des interventions gouvernementales a dû être effectué. En effet, selon les MO, différentes nomenclatures sont utilisées pour définir les programmes et mesures. Une définition opérationnelle des termes « programme » et « mesure » a donc été adoptée afin de regrouper l'ensemble des interventions gouvernementales pertinentes pour le RPM.

En se basant sur la définition du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT), un programme désigne « un ensemble cohérent et structuré d'objectifs, de ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) et d'activités permettant la production de biens et de services particuliers répondant à un ou à plusieurs besoins précis d'une population ciblée » (Québec 2017). Un programme doit donc comprendre tous ces principaux éléments pour être considéré comme tel dans le RPM, soit : une raison d'être, des cibles et des objectifs à atteindre, le choix et l'application d'un type d'intervention, des ressources investies, des extrants et des résultats attendus pour une clientèle prédéterminée. Ainsi, toute intervention gouvernementale qui répond à ces critères est considérée comme un programme dans le RPM, et ce, peu importe l'appellation officielle qui lui est assignée par le MO qui en est responsable.

Une mesure, quant à elle, se limite aux différents types d'intervention qu'un programme met de l'avant pour atteindre ses cibles et ses objectifs. Le terme « volet » est aussi fréquemment utilisé par les MO. Un programme peut ainsi contenir plusieurs mesures différentes qui sont mises en œuvre pour atteindre ses cibles et ses objectifs. Lorsqu'un programme ne contient pas plusieurs mesures, le RPM considère que le programme n'a aucune mesure afin d'éviter la redondance de l'information présentée.

## PROGRAMMES ET MESURES CONSIDÉRÉS

D'emblée, tous les programmes et mesures s'adressant directement aux personnes handicapées sont inclus au RPM. D'autres programmes y sont également répertoriés. Il peut s'agir, par exemple, de programmes s'adressant à la famille ou à un proche, ou encore à un employeur dans le but de favoriser l'intégration et le maintien en emploi d'une personne handicapée. Le RPM inclut donc l'ensemble des programmes et mesures destinés directement ou indirectement aux personnes handicapées.

Il faut également mentionner que les MO utilisent différentes appellations pour désigner les personnes handicapées bénéficiant de leurs programmes et mesures telles que « personne invalide », « élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) » ou encore « personne en perte d'autonomie ». Afin d'uniformiser le langage utilisé, la définition retenue d'une personne handicapée pour le RPM est celle mentionnée à l'article 1 g) de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*, soit : « toute personne ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujette à rencontrer des obstacles dans l'accomplissement d'activités courantes » (Québec 2005).

## VARIABLES INCLUSES

Chaque programme et mesure du répertoire est analysé en fonction de plusieurs variables. Les principales sont le ou les MO responsables, la spécificité aux personnes handicapées, le type d'intervention, le type d'incapacité, l'âge de la population visée ainsi que les prévisions budgétaires et les dépenses.

Tout d'abord, les MO identifiés comme étant « responsables » sont ceux qui déterminent les orientations, les objectifs et les normes nationales des programmes et mesures. Deuxièmement, une variable identifie les programmes et mesures qui sont spécifiques aux personnes handicapées puisque le RPM contient des programmes s'adressant directement aux personnes handicapées ainsi que des programmes accessibles à une population plus large. Ensuite, le type d'intervention représente le moyen principal choisi pour qu'un programme ou une mesure atteigne ses cibles et ses objectifs. Les différents types d'intervention pouvant être mis en œuvre sont présentés dans le portrait global à la section suivante du rapport. Le RPM permet également de dresser un portrait des programmes et mesures en fonction du type d'incapacité de la population visée. Le type d'incapacité le plus précis possible est toujours sélectionné. Par exemple, un programme visant à augmenter les capacités d'une personne à se déplacer est assigné à l'incapacité liée à la mobilité ou à l'agilité et non à la grande catégorie « incapacité physique ». Ensuite, le classement des



programmes et mesures selon l'âge de la population visée permet de présenter ceux-ci selon le groupe d'âge principal auquel ils s'adressent. Les précisions nécessaires quant à ces regroupements sont amenées dans la prochaine section du rapport. Finalement, le répertoire permet d'inscrire les prévisions budgétaires et les dépenses associées à chaque programme et mesure lorsque l'information est disponible.

## SOURCES DE DONNÉES

Les données inscrites au RPM sont issues de trois sources, soit : 1) une recension de tous les documents relatifs aux normes et à l'application des programmes et mesures; 2) l'étude des crédits budgétaires pour laquelle l'Office effectue une collecte annuelle auprès des MO ayant la responsabilité des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées; 3) les rapports annuels de gestion et autres publications officielles des MO.

## LIMITES DES DONNÉES SUR LES DÉPENSES INCLUSES DANS LE RPM

Bien que ces sources de données permettent de dresser un portrait financier des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, leur utilisation comporte des limites importantes. Tout d'abord, dans les rares cas où les dépenses réelles ne sont pas disponibles, les dépenses probables sont plutôt utilisées. Ensuite, même lorsque les données sont disponibles, celles-ci ne sont pas toujours suffisamment ventilées pour qu'il soit possible de les associer à des programmes et mesures précis. Enfin, mentionnons que même si la liste des programmes et mesures du RPM est continuellement mise à jour, les dépenses réelles des MO sont parfois disponibles dans un délai d'une ou deux années après un exercice financier. Les dépenses présentées dans ce document portent donc sur la période allant jusqu'à 2015-2016, puisqu'il s'agit des données complètes les plus récentes pour l'ensemble des MO.

Finalement, puisque les données disponibles ne permettent pas toujours de distinguer les dépenses effectuées pour les personnes handicapées des autres dépenses, le portrait des dépenses est réalisé uniquement pour les programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Le portrait représente donc un minimum annuel dépensé par le Gouvernement du Québec dans le cadre des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées.



# PORTRAIT GLOBAL DES PROGRAMMES ET MESURES DESTINÉS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

En date du 9 février 2018, 246 programmes et mesures du Gouvernement du Québec sont destinés, en tout ou en partie, aux personnes handicapées. Parmi ceux-ci, 171 s'adressent spécifiquement à ces personnes. Ce nombre est un peu moins élevé que celui observé l'année précédente, alors qu'il était de 248 programmes et mesures, dont 174 spécifiques aux personnes handicapées.

Ces changements s'expliquent notamment par la révision des programmes d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances (PAFACV) et d'assistance financière aux unités régionales de services en matière de sport, loisir, plein air et activité physique (PAFURS) du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) qui a mené à l'adoption d'un volet et l'abandon de 4 autres. De plus, 4 nouveaux programmes ont été ajoutés. Il s'agit du Programme d'assistance financière aux centres communautaires de loisir du MEES, du Programme de soutien à des projets pour de la garde et du répit pour les familles sinistrées avec enfants – Inondations printemps 2017 du ministère de la Famille (MFamille), du Programme d'accessibilité des établissements touristiques du ministère du Tourisme et du Supplément pour l'achat de fournitures scolaires géré par Retraite Québec. Finalement, 3 programmes d'études associés au MEES ont été reclassés au sein du RPM et ne sont plus considérés dans le nombre total puisque des ressources ne leur sont pas directement attribuées.

Cette section présente la mise à jour 2017-2018 du portrait global selon les différentes variables présentées précédemment. Tout d'abord, une répartition par MO responsable est présentée. Ensuite, les programmes et mesures sont répartis selon leur type d'intervention, le type d'incapacité visé et le groupe d'âge principalement ciblé.

## RÉPARTITION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC RESPONSABLE

- *Un total de 18 MO se partagent la responsabilité des 246 programmes et mesures destinés aux personnes handicapées. Plus précisément, 4 programmes et mesures sur 5 (80 %) sont sous la responsabilité de 5 MO, soit le MSSS, la CNESST, le MEES, le MFQ et le MTESS*

En 2017-2018, 18 MO sont responsables des 246 programmes et mesures recensés, mais seulement 5 MO se partagent la responsabilité de 80 % des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées. Ces 5 MO sont le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) (71), la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) (45), le MEES (30), le ministère des Finances (MFQ) (28) et le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) (23). Le tableau 1 présente la répartition des programmes et mesures selon les MO responsables.

Tableau 1

**Répartition des programmes et mesures par MO responsable**

	<b>n</b>	<b>%</b>
Ministère de la Santé et des Services sociaux	71	28,9
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	45	18,3
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	30	12,2
Ministère des Finances	28	11,4
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	23	9,3
Société de l'assurance automobile du Québec	10	4,1
Ministère de la Famille	8	3,3
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports	8	3,3
Régie de l'assurance maladie du Québec	6	2,4
Société d'habitation du Québec	6	2,4
Office des personnes handicapées du Québec	4	1,6
Retraite Québec	4	1,6
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs	2	0,8
Directeur général des élections du Québec	1	0,4
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire	1	0,4
Ministère du Tourisme	1	0,4
Secrétariat du Conseil du trésor	1	0,4
Société de financement des infrastructures locales	1	0,4
<b>Total</b>	<b>250<sup>1</sup></b>	<b>-</b>

1. Le total est plus élevé que 246 puisque la responsabilité de quatre programmes est partagée entre deux MO.

## RÉPARTITION PAR TYPE D'INTERVENTION

- *Les programmes et mesures qui visent à offrir des services et des équipements directement à la population [81] ou qui s'inscrivent dans les divers régimes d'indemnisation [63] représentent plus de la moitié des 246 programmes et mesures destinés aux personnes handicapées recensés*

Le gouvernement a recours à plusieurs types d'intervention dans le cadre des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées. Les catégories de types d'intervention utilisées dans le répertoire de l'Office sont : la prestation directe de services et d'équipements, les régimes d'indemnisation, les mesures fiscales, le remboursement de frais ou le versement d'une allocation directe, l'octroi de subventions et les permis.

Les données permettent d'observer que le type d'intervention le plus fréquent est la prestation directe de services et d'équipements [81]. Le MSSS, la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et le MEES sont responsables de la presque totalité de ces programmes et mesures [76]. Ceux-ci incluent notamment les services de soutien et d'aide à domicile, les services de réadaptation, les ressources d'hébergement, les aides techniques et de nombreux programmes et mesures pour les EHDA (données non présentées).

Par ailleurs, 63 programmes et mesures [26 %] s'inscrivent dans les différents régimes d'indemnisation du Québec. Il s'agit des programmes et mesures basés sur des régimes publics d'assurance, tels que l'indemnisation des victimes d'accidents de la route de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) et l'indemnisation des victimes d'accidents du travail de la CNESST, ainsi que les régimes fondés sur la solidarité sociale comme l'indemnisation des victimes d'actes criminels de la CNESST et l'indemnisation des victimes d'une vaccination du MSSS. La CNESST [45] et la SAAQ [10] sont responsables de la majorité de ces programmes et mesures d'indemnisation (données non présentées).

On recense également 45 programmes et mesures [18 %] visant à octroyer des subventions à un tiers et 28 mesures fiscales [11 %] qui s'adressent aux personnes handicapées et à leur famille. Ensuite, 26 mesures [11 %] consistent en un versement d'allocations directes ou de remboursements de frais aux personnes handicapées ou à leurs proches. Enfin, 3 programmes et mesures [1,2 %] consistent en l'octroi de permis. Le tableau 2 présente la répartition des 246 programmes et mesures selon les types d'intervention.

Tableau 2

**Répartition des programmes et mesures par type d'intervention**

	<b>n</b>	<b>%</b>
Services et équipements	81	32,9
Indemnisations	63	25,6
Subventions	45	18,3
Mesures fiscales	28	11,4
<i>Crédits d'impôt remboursables</i>	14	5,7
<i>Crédits d'impôt non remboursables</i>	3	1,2
<i>Déductions et exemptions</i>	11	4,5
Allocations directes et remboursements de frais	26	10,6
Permis	3	1,2
<b>Total</b>	<b>246</b>	<b>100,0</b>

# RÉPARTITION PAR TYPE D'INCAPACITÉ

➤ *Près des trois quarts (73 %) des programmes et mesures visent tous les types d'incapacité*

Des 246 programmes et mesures répertoriés, 179 (73 %) sont offerts à toutes les personnes handicapées, peu importe le type d'incapacité. Comme il est présenté au tableau 3, quelques programmes et mesures s'adressent aux personnes ayant certains types d'incapacité précis. Ainsi, 24 d'entre eux (10 %) s'adressent aux personnes ayant tous les types d'incapacité physique, alors que 18 (7 %) concernent plus précisément les personnes ayant une incapacité liée à la mobilité ou à l'agilité, 11 (4,5 %) s'appliquent aux personnes ayant un trouble grave de santé mentale et 6 (2,4 %) sont offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme (tableau 3).

Tableau 3

## Répartition des programmes et mesures par type d'incapacité

	n	%
Tous les types d'incapacité	179	72,8
Tous les types d'incapacité physique confondus	24	9,8
Incapacité liée à la mobilité-agilité uniquement	18	7,3
Incapacité liée à l'audition uniquement	4	1,6
Incapacité liée à la parole uniquement	4	1,6
Incapacité liée à la vision uniquement	3	1,2
Incapacité liée à un trouble grave de santé mentale uniquement	11	4,5
Incapacité liée à une déficience intellectuelle ou à un trouble du spectre de l'autisme	6	2,4
Incapacité liée à une déficience intellectuelle uniquement	4	1,6
<b>Total</b>	<b>253<sup>1</sup></b>	<b>-</b>

1. Le total est plus élevé que 246 puisque plus d'un type d'incapacité a été associé à certains programmes et mesures.



# RÉPARTITION SELON L'ÂGE DE LA POPULATION VISÉE

- *Près de la moitié (48 %) des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées s'adressent à toute la population, sans distinction d'âge*

Afin d'établir une classification selon l'âge de la population visée par les programmes et mesures, 5 groupes ont été établis. Ainsi, la catégorie Jeunes concerne majoritairement les personnes de moins de 18 ans, la catégorie Adultes s'adresse principalement aux personnes de 18 à 65 ans tandis que la catégorie Aînés comprend les programmes et mesures qui s'appliquent avant tout aux personnes de 65 ans et plus. Enfin, la catégorie Adultes et aînés concerne les personnes de 18 ans et plus alors que les programmes et mesures classés sous Toute la population s'adressent à l'ensemble de la population, sans distinction d'âge. Rappelons cependant que cette catégorisation représente la population majoritairement visée par les programmes et mesures. Par exemple, bien que plusieurs programmes d'éducation aux adultes et d'intégration au travail concernent principalement la population âgée de 18 à 65 ans, ils peuvent s'adresser à une personne dès qu'elle atteint 16 ans. Au sein du RPM, ils ont malgré tout été classés dans la catégorie Adultes. Finalement, précisons que les programmes et mesures qui s'adressent à des organisations, comme les allocations aux commissions scolaires, ont été classés en fonction de l'âge de la population qui reçoit les services.

La répartition présentée au tableau 4 permet de constater que 117 des 246 programmes et mesures destinés aux personnes handicapées (48 %), soit près de la moitié, s'adressent à toute la population sans distinction d'âge. Des 129 programmes et mesures restants, 26 (11 %) s'adressent aux jeunes, 34 (14 %) aux adultes, 4 (1,6 %) aux aînés et 65 (26 %) aux adultes et aux aînés.

*Tableau 4*  
**Répartition des programmes et mesures par groupe d'âge**

	<b>n</b>	<b>%</b>
Toute la population	117	47,6
Jeunes	26	10,6
Adultes	34	13,8
Aînés	4	1,6
Adultes et aînés	65	26,4
<b>Total</b>	<b>246</b>	<b>100,0</b>



# DÉPENSES RÉALISÉES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES ET MESURES SPÉCIFIQUES AUX PERSONNES HANDICAPÉES

Cette section présente les dépenses réalisées par le Gouvernement du Québec dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Ces dépenses ne représentent donc pas l'ensemble des dépenses réalisées pour les personnes handicapées. Le portrait présenté doit être interprété comme un minimum dépensé annuellement par le Gouvernement du Québec pour les personnes handicapées.

Rappelons que dans les rares cas où les dépenses réelles ne sont pas disponibles, les projections de dépenses ou les prévisions budgétaires sont plutôt utilisées. Soulignons également que, pour quelques MO, les dépenses présentées dans ce rapport sont légèrement différentes de celles présentées dans le précédent portrait. Plusieurs raisons expliquent ces différences : la mise à jour du RPM, la disponibilité de données plus complètes pour certains programmes et mesures ou encore, l'ajustement des données fournies par les MO pour les années précédentes.

La première partie de cette section dresse le portrait des dépenses réalisées par chaque MO pour les années 2010-2011 à 2015-2016. Les dépenses sont ensuite présentées en fonction du type d'intervention principal des programmes et mesures. Finalement, les dépenses de chaque MO ayant déboursé plus de 100 millions en 2015-2016 font l'objet d'un portrait plus détaillé.

## DÉPENSES GLOBALES PAR MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC RESPONSABLE

- *Les MO ont dépensé un minimum de 9,7 milliards en 2015-2016 spécifiquement pour les personnes handicapées. Il s'agit d'une progression de 22 % sur 5 ans*

Le tableau 5 présente la compilation des dépenses réalisées dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. En 2015-2016, une somme de 9 795 018 847 \$ a été dépensée spécifiquement pour les personnes handicapées. Ce montant représente une augmentation de 22 % depuis 2010-2011, première année pour laquelle des données complètes sont disponibles.

La répartition par MO responsable permet de constater que le MSSS a effectué les dépenses les plus élevées en 2015-2016, avec plus de 5,7 milliards. Le MTESS suit avec des dépenses de 1,4 milliard dans le cadre de ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Le MEES et Retraite Québec ont réalisé des dépenses respectives de 893 millions et 799 millions spécifiquement pour les personnes handicapées en 2015-2016. Les 9 autres MO pour lesquels l'Office a comptabilisé des dépenses spécifiques aux personnes handicapées se partagent des dépenses de près de 930 millions en 2015-2016.

Les variations des dépenses par MO, présentées au tableau 5, peuvent être mises en relief avec l'évolution de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada. Au Québec, entre les années 2011 et 2016, ce taux est de 6,2 % (Statistique Canada 2018). Pour la période entre 2010-2011 et 2015-2016, 6 MO ont connu des augmentations de dépenses de plus de 20 %, soit le MFamille (77 %), le MEES (48 %), Retraite Québec (30 %), le MFQ (25 %), la SAAQ (23 %) et le MSSS (23 %). Par ailleurs, 2 MO ont vu leurs dépenses diminuer durant cette période. Il s'agit de l'Office (-24 %) et du SCT (-30 %). Soulignons que l'interprétation des variations observées pour ces deux organisations doit tenir compte du fait que leurs dépenses annuelles pour des programmes spécifiques aux personnes handicapées sont inférieures à 1 million.

Tableau 5

**Dépenses effectuées par les MO dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, 2010-2011 à 2015-2016<sup>1</sup>**

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2010-2016
	\$						%
MSSS	4 660 958 074	4 935 025 494	5 186 797 824	5 457 446 627	5 612 967 331	5 730 042 561	22,9
MTESS	1 359 667 806	1 372 539 833	1 409 277 975	1 429 101 646	1 435 648 757	1 441 816 857	6,0
MEES <sup>2</sup>	605 152 082	671 039 269	738 266 667	800 927 465	859 204 549	893 287 046	47,6
Retraite Québec	614 383 000	797 790 000	820 000 000	806 235 000	773 248 000	799 894 000	30,2
CNESST	330 279 164	334 195 299	350 004 526	363 874 225	374 923 076	373 537 166	13,1
RAMQ	145 498 000	159 083 000	161 905 000	173 448 000	168 748 000	173 736 000	19,4
MFamille	95 169 482	135 563 545	144 923 137	155 190 789	162 258 936	168 177 714	76,7
MTMDT	99 904 892	97 669 300	102 795 017	102 337 421	100 230 029	100 875 336	1,0
MFQ	73 000 812	80 001 133	87 000 800	90 000 000	91 000 000	91 000 000	24,7
SHQ	18 758 771	19 819 805	20 518 818	20 173 342	21 152 189	20 821 155	11,0
SCT	1 418 303	1 655 488	1 327 000	1 327 000	995 850	995 850	(29,8)
Office	883 100	916 065	501 894	949 450	778 133	670 162	(24,1)
SAAQ	134 000	84 000	182 000	138 000	134 000	165 000	23,1
<b>Total</b>	<b>8 005 207 486</b>	<b>8 605 382 231</b>	<b>9 023 500 658</b>	<b>9 401 148 965</b>	<b>9 601 288 850</b>	<b>9 795 018 847</b>	<b>22,4</b>

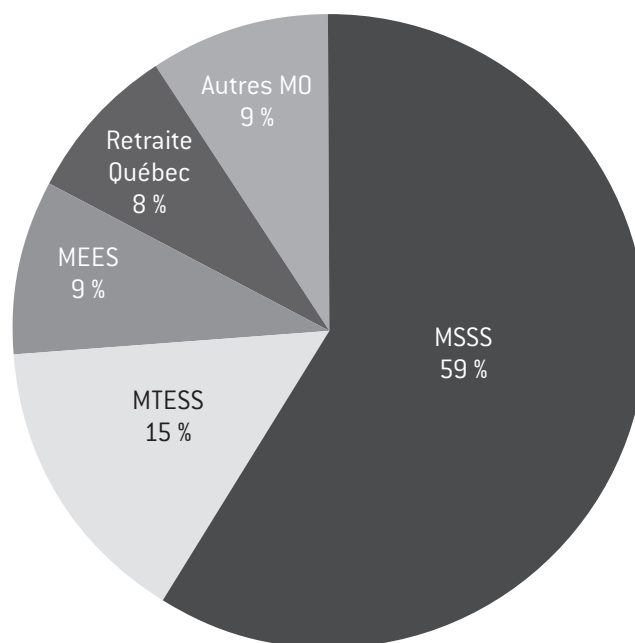
1. Les dépenses sont présentées en fonction de l'organisation des programmes et mesures en date du 9 février 2018.

2. Les dépenses du MEES incluent les dépenses pour les EHDA effectuées dans le cadre de certains programmes et mesures non spécifiques aux personnes handicapées (voir la section détaillant les dépenses du MEES pour plus de détails).

La figure 1 illustre la répartition des dépenses effectuées par MO en 2015-2016. Il est ainsi possible de constater que 4 MO, soit le MSSS, le MTESS, le MEES et Retraite Québec, sont responsables de 91 % des dépenses liées à des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Plus de la moitié des dépenses recensées ont été effectuées par le MSSS (59 %). Soulignons que cette tendance est similaire d'une année à l'autre.

*Figure 1*

**Répartition des dépenses effectuées par MO dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, 2015-2016**



Le tableau 6 permet de constater que l'augmentation annuelle moyenne des dépenses depuis 2010-2011 est de 4,1 %. Cependant, l'accroissement des dépenses spécifiques aux personnes handicapées connaît un ralentissement progressif, alors qu'il est passé de 8 % en 2011-2012 à 2 % en 2015-2016.

Tableau 6

**Variation annuelle moyenne des dépenses effectuées par les MO dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, 2010-2011 à 2015-2016**

	Dépenses	Variation annuelle
	\$	%
2010-2011	8 005 207 486	-
2011-2012	8 605 382 231	7,5
2012-2013	9 023 500 658	4,9
2013-2014	9 401 148 965	4,2
2014-2015	9 601 288 850	2,1
2015-2016	9 795 018 847	2,0
<b>Variation annuelle moyenne</b>	-	<b>4,1</b>

## DÉPENSES GLOBALES PAR TYPE D'INTERVENTION

- En 2015-2016, plus de 6,6 milliards ont été dépensés dans des programmes et mesures qui offrent des services et des équipements aux personnes handicapées. Ce montant représente le principal type d'intervention des MO (68 %)

Le tableau 7 présente la répartition des dépenses selon le type d'intervention des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Il est permis de constater qu'en 2015-2016, les dépenses les plus importantes ont été effectuées dans les programmes et mesures qui offrent des services et des équipements aux personnes handicapées, soit plus de 6,6 milliards. Ces dépenses ont augmenté de 25 % depuis 2010-2011. Ensuite, plus de 2,2 milliards ont été dépensés en 2015-2016 pour le versement d'allocations directes et de remboursements de frais. Ensemble, les dépenses relatives aux services et équipements ainsi qu'aux allocations et remboursements totalisent 91 % de l'ensemble des dépenses spécifiques aux personnes handicapées.

Les programmes et mesures associés aux autres types d'intervention représentent 9 % de l'ensemble des dépenses spécifiques aux personnes handicapées pour l'année 2015-2016. Ainsi, 373 millions ont été dépensés dans les divers régimes d'indemnisation et 300 millions l'ont été dans le cadre de subventions. Les mesures fiscales et l'octroi de permis suivent avec des dépenses respectives de 179 millions et d'un peu plus de 1 million en 2015-2016.

Tableau 7

**Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées  
par type d'intervention, 2010-2011 à 2015-2016**

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2010-2016
	\$						%
Services et équipements	5 347 554 089	5 701 012 905	6 013 923 370	6 346 624 707	6 539 414 415	6 696 820 148	25,2
Allocations directes et remboursements de frais	1 963 445 873	2 156 829 010	2 220 288 462	2 234 900 377	2 218 143 368	2 243 506 351	14,3
Indemnisations	330 413 164	334 279 299	350 186 526	364 012 225	375 057 076	373 702 166	13,1
Subventions	233 880 548	254 265 884	270 968 500	280 710 656	291 021 991	300 463 182	28,5
Mesures fiscales	128 506 812	157 601 133	166 700 800	173 700 000	176 800 000	179 500 000	39,7
Crédits d'impôt remboursables	104 506 000	133 600 000	141 700 000	147 700 000	149 800 000	151 500 000	45,0
Crédits d'impôt non remboursables	23 000 000	23 000 000	25 000 000	26 000 000	27 000 000	28 000 000	21,7
Déductions et exemptions <sup>1</sup>	1 000 812	1 001 133	800	-	-	-	-
Permis	1 407 000	1 394 000	1 433 000	1 201 000	852 000	1 027 000	(27,0)
<b>Total</b>	<b>8 005 207 486</b>	<b>8 605 382 231</b>	<b>9 023 500 658</b>	<b>9 401 148 965</b>	<b>9 601 288 850</b>	<b>9 795 018 847</b>	<b>22,4</b>

1. Données manquantes à partir de 2013-2014 pour une mesure fiscale, car les coûts annuels sont inférieurs à 2 millions.

## MINISTÈRES ET ORGANISMES PUBLICS AYANT LES DÉPENSES LES PLUS ÉLEVÉES

Cette section comprend des portraits détaillés des dépenses effectuées par certains MO dans le cadre de leurs programmes et mesures destinés aux personnes handicapées. Comme lors des portraits précédents, les MO qui ont effectué des dépenses de plus de 100 millions pour les personnes handicapées en 2015-2016 sont présentés dans cette section. Ces données sont comparées à celles des trois années antérieures.

Afin de fournir un point de comparaison, les taux de variation des dépenses des MO présentés sont mis en parallèle avec le taux d'inflation mesuré au Québec. Pour cette partie, le taux d'inflation utilisé correspond à l'évolution de l'indice des prix à la consommation de Statistique Canada entre les années civiles 2013 et 2016, soit 3,2 % (Statistique Canada 2018). Cette période correspond, à quelques mois près, aux années financières couvertes par ce rapport.

## LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

- Les dépenses effectuées par le MSSS dans le cadre de ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées ont connu une augmentation de 11 % depuis 2012-2013 pour atteindre plus de 5,7 milliards en 2015-2016

Comme il a déjà été mentionné, le MSSS est le M0 qui effectue les dépenses annuelles les plus élevées spécifiquement pour les personnes handicapées. Les dépenses comptabilisées pour ce M0 s'élèvent à au moins 5,7 milliards pour l'année 2015-2016.

La compilation des données financières permet de présenter la variation annuelle des dépenses totales du MSSS dans les programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées depuis 2010-2011 (tableau 8). On peut y constater que les dépenses augmentent à un rythme annuel moyen de 4,2 %. La période entre les années 2011-2012 et 2013-2014 est celle qui a connu les augmentations les plus élevées, avec une progression annuelle supérieure à 5 %. À l'opposé, les augmentations les plus faibles sont observées en 2014-2015 (2,8 %) et 2015-2016 (2,1 %).

Tableau 8

**Variation annuelle moyenne des dépenses du MSSS dans le cadre des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MSSS, 2010-2011 à 2015-2016**

	Dépenses	Variation annuelle
	\$	%
2010-2011	4 660 958 074	-
2011-2012	4 935 025 494	5,9
2012-2013	5 186 797 824	5,1
2013-2014	5 457 446 627	5,2
2014-2015	5 612 967 331	2,8
2015-2016	5 730 042 561	2,1
<b>Variation annuelle moyenne</b>	-	<b>4,2</b>

Les dépenses de 5,7 milliards effectuées par le MSSS en 2015-2016 représentent une augmentation de 543 millions par rapport à 2012-2013. Soulignons que cette augmentation de 11 % est beaucoup plus élevée que la valeur de l'inflation au Québec durant cette période (3,2 %). Les dépenses des différents programmes du MSSS sont présentées au tableau 9.



En totalisant plus de 3,3 milliards, les deux programmes d'hébergement du MSSS ont bénéficié de la majorité (58 %) des dépenses spécifiques aux personnes handicapées de ce ministère en 2015-2016 et comptent pour le tiers (34 %) des dépenses recensées dans ce rapport. Ces deux programmes sont l'hébergement en milieu institutionnel (2,1 milliards) et l'hébergement en ressources non institutionnelles (RNI) (1,1 milliard). La vaste majorité des dépenses d'hébergement en milieu institutionnel, soit 1,8 milliard, a été réalisée pour les soins infirmiers et d'assistance aux personnes en perte d'autonomie. Le programme d'hébergement en RNI, quant à lui, comprend notamment les ressources intermédiaires (665 millions) et les résidences d'accueil (226 millions) (données non présentées).

Par ailleurs, des dépenses de 874 millions ont été réalisées dans les différents programmes qui soutiennent les personnes handicapées à domicile en 2015-2016. Ces programmes regroupent les services de soutien à domicile (514 millions), les services d'aide à domicile (328 millions) et le soutien aux proches aidants (31 millions). Globalement, la progression des dépenses pour ces trois programmes a été de 17 % depuis 2012-2013. Cette augmentation est plus importante que celle des dépenses en hébergement, qui est de 12 % pour la même période (données non présentées).

Soulignons que des dépenses pour les personnes handicapées supérieures à 600 millions ont été recensées pour deux autres programmes du MSSS en 2015-2016. Il s'agit des services de psychiatrie (606 millions) et des services spécialisés de réadaptation (611 millions). Ces derniers comprennent notamment les services d'adaptation et de réadaptation pour les personnes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme (298 millions) ainsi que les services de réadaptation pour les personnes ayant une déficience motrice (140 millions) (données non présentées).

Tableau 9

**Dépenses des programmes spécifiques aux personnes handicapées, MSSS,  
2012-2013 à 2015-2016**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Programme d'hébergement en milieu institutionnel	1 974 188 914	2 015 414 453	2 049 139 127	2 157 586 268	9,3
Programme d'hébergement en RNI	995 507 935	1 112 568 730	1 145 801 352	1 160 107 586	16,5
Services spécialisés de réadaptation	566 161 671	593 424 690	618 198 459	611 555 092	8,0
Programme de services en psychiatrie	586 690 861	598 936 205	612 074 119	606 004 984	3,3
Programme de services de soutien à domicile	442 751 782	478 470 561	497 334 024	514 100 375	16,1
Programme de services d'aide à domicile	271 660 104	296 956 088	333 215 131	328 636 092	21,0
Services d'intégration sociale et professionnelle	136 919 277	144 186 052	146 248 820	143 020 775	4,5
Programme sur les aides à la vie quotidienne et à la vie domestique	98 874 918	102 000 592	102 865 742	103 362 907	4,5
Programme d'activités de jour	78 092 077	77 686 769	76 381 467	74 025 312	(5,2)
Programme de soutien aux proches aidants	35 659 627	37 586 768	31 295 293	31 278 503	(12,3)
Programme de services de soutien spécialisés pour personnes ayant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme	290 658	215 718	413 796	364 667	25,5
<b>Total</b>	<b>5 186 797 824</b>	<b>5 457 446 627</b>	<b>5 612 967 331</b>	<b>5 730 042 561</b>	<b>10,5</b>

## LE MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

- Les dépenses effectuées par le MTESS pour ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées en 2015-2016 s'élèvent à plus de 1,4 milliard, soit une augmentation de 2,3 % depuis 2012-2013

C'est plus de 1,4 milliard qui a été dépensé par le MTESS en 2015-2016 dans le cadre de ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Il s'agit d'une augmentation de 2,3 % depuis 2012-2013, ce qui est inférieur à la valeur retenue pour l'inflation au Québec durant cette période, soit 3,2 % (tableau 10).

La majeure partie de ce montant, soit plus de 1,3 milliard en 2015-2016, a servi à soutenir le revenu des personnes qui ont des contraintes sévères à l'emploi dans le cadre du Programme de solidarité sociale. Les autres programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées qui visent l'intégration et le maintien en emploi totalisent pour leur part des dépenses de 114 millions en 2015-2016. Ces programmes et mesures comprennent le Programme de subventions aux entreprises adaptées (81 millions), le Contrat d'intégration au travail (33 millions) et la mesure Réussir du Programme d'aide et d'accompagnement social (537 300 \$) (tableau 10).

Tableau 10

### Dépenses des programmes spécifiques aux personnes handicapées, MTESS, 2012-2013 à 2015-2016

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Programme de solidarité sociale	1 300 851 875	1 317 412 146	1 324 489 857	1 327 024 157	2,0
Programme de subventions aux entreprises adaptées	74 397 700	75 586 000	76 343 800	81 169 800	9,1
Contrat d'intégration au travail	33 573 900	35 591 800	34 265 100	33 085 600	(1,5)
Programme d'aide et d'accompagnement social - Réussir	454 500	511 700	550 000	537 300	18,2
<b>Total</b>	<b>1 409 277 975</b>	<b>1 429 101 646</b>	<b>1 435 648 757</b>	<b>1 441 816 857</b>	<b>2,3</b>

## LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- *En 2015-2016, les programmes et mesures du MEES ont bénéficié de dépenses de 893 millions. Ce montant représente une hausse de 21 % depuis 2012-2013*

Le MEES a effectué des dépenses de 893 millions dans le cadre de ses programmes et mesures en 2015-2016. Il faut toutefois rappeler que, contrairement aux autres MO, ce montant ne comprend pas uniquement les dépenses réalisées pour les programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées puisque les sommes comptabilisées dans le volet éducation du MEES incluent l'ensemble des dépenses effectuées pour les EHDA. L'augmentation des dépenses du MEES pour ces élèves et pour les étudiants handicapés depuis 2012-2013 s'élève à 21 %, soit un taux considérablement plus élevé que l'inflation durant cette période (3,2 %).

La présentation des dépenses du MEES au tableau 11 permet de constater que les allocations de base pour les activités éducatives des EHDA représentent plus des deux tiers (70 %) des sommes investies par ce ministère. Les 622 millions dépensés pour ce programme en 2015-2016 sont le résultat d'une augmentation de 21 % depuis 2012-2013. Par ailleurs, une somme de 141 millions a été allouée aux allocations supplémentaires au fonctionnement des commissions scolaires en 2015-2016, soit une augmentation de 6 % sur la même période. Ces allocations incluent entre autres les frais de scolarité hors réseau (58 millions), le soutien à l'enseignement (43 millions) et les services de garde (39 millions) (données non présentées).

Par ailleurs, soulignons les augmentations appréciables entre 2012-2013 et 2015-2016 de différents programmes soutenant les personnes handicapées au postsecondaire comme le Programme de soutien à l'intégration des personnes en situation de handicap aux études universitaires (594 %), les différentes mesures du Programme de prêts et bourses (130 %) ainsi que les allocations spécifiques aux cégeps (63 %).

Tableau 11

**Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MEES<sup>1</sup>, 2012-2013 à 2015-2016**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire					
Allocations de base aux commissions scolaires pour les activités éducatives des jeunes	516 280 208	558 225 913	587 765 266	622 568 892	20,6
Allocations supplémentaires au fonctionnement des commissions scolaires	133 498 345	141 583 296	145 325 515	141 875 799	6,3
Allocations supplémentaires aux investissements des commissions scolaires	18 066 990	18 066 413	18 066 413	18 065 692	0,0
Ajustements aux allocations de base – Adaptation scolaire	17 554 547	17 907 848	18 158 290	18 023 551	2,7
Allocations supplémentaires aux commissions scolaires pour le transport scolaire	772 381	896 506	896 506	937 196	21,3
Programme d'allocation pour des besoins particuliers – Volet jeunes	1 800 000	2 200 000	2 300 000	100 000	(94,4)
Enseignement supérieur					
Mesures du Programme de prêts et bourses	21 130 000	28 040 000	41 880 000	48 690 000	130,4
Allocations spécifiques aux cégeps	13 380 702	15 309 872	17 786 537	21 853 110	63,3
Programme de soutien à l'intégration des personnes en situation de handicap (études universitaires)	1 544 074	1 638 197	9 282 702	10 711 010	593,7
Programme d'allocation pour des besoins particuliers – Volet adultes	11 500 000	14 300 000	15 000 000	7 700 000	(33,0)
Loisir et Sport					
Programme d'assistance financière au loisir des personnes handicapées	1 335 000	1 335 000	1 335 000	1 438 500	7,8
Programme d'assistance financière aux unités régionales de services en matière de sport, loisir, plein air et activité physique	1 304 420	1 304 420	1 304 420	1 200 920	(7,9)
Mesures du Programme d'assistance financière à l'accessibilité aux camps de vacances	100 000	120 000	103 900	122 376	22,4
Total	738 266 667	800 927 465	859 204 549	893 287 046	21,0

1. Les dépenses incluent celles effectuées pour les EHDA dans l'ensemble des programmes et mesures d'éducation du MEES.

## RETRAITE QUÉBEC

- Les dépenses engagées par Retraite Québec en 2015 dans le cadre des mesures du Régime des rentes du Québec spécifiques aux personnes handicapées s'élèvent à plus de 799 millions. Il s'agit d'une diminution de 2,5 % depuis 2012

Dans le cadre des mesures spécifiques aux personnes handicapées du Régime des rentes du Québec, Retraite Québec a déboursé plus de 799 millions en 2015. Le versement de rentes d'invalidité aux travailleurs de moins de 65 ans atteints d'une invalidité grave constitue la presque totalité des dépenses de cet organisme public, soit un peu plus de 784 millions (tableau 12).

Soulignons que malgré la diminution des dépenses spécifiques aux personnes handicapées de 2,5 % entre 2012 et 2015, cette plus récente année marque une augmentation des dépenses pour l'ensemble des programmes de rentes répertoriés pour la première fois en 3 ans.

Tableau 12

### Dépenses des mesures spécifiques aux personnes handicapées du Régime des rentes du Québec, Retraite Québec, 2012 à 2015

	2012	2013	2014	2015	Variation 2012-2015
	\$				%
Rente d'invalidité	810 834 000	793 282 000	760 988 000	784 518 000	(3,2)
Rente d'enfant de personne invalide	9 166 000	11 893 000	9 014 000	9 412 000	2,7
Montant additionnel pour invalidité	-	1 060 000	3 246 000	5 964 000	462,6 <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>820 000 000</b>	<b>806 235 000</b>	<b>773 248 000</b>	<b>799 894 000</b>	<b>(2.5)</b>

1. Le montant additionnel pour invalidité a été instauré en 2013. La variation présentée porte sur la période 2013-2015.

## LA COMMISSION DES NORMES, DE L'ÉQUITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

- La CNESST a effectué des dépenses de 373 millions dans ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées en 2015-2016. Cette somme est partagée entre le régime d'indemnisation pour les victimes d'accidents du travail (318 millions) et le régime d'indemnisation pour les victimes d'actes criminels et les sauveteurs (54 millions). Les dépenses de la CNESST connaissent une augmentation de 7 % depuis 2012-2013

En 2015-2016, ce sont 373 millions qui ont été déboursés par la CNESST pour ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, dans le cadre des régimes d'indemnisation, soit pour les victimes d'accidents du travail ou pour les victimes d'actes criminels et les sauveteurs. Précisons que 61 % de ces dépenses s'inscrivent dans des mesures de réparation tandis que 39 % visent plutôt la réadaptation des victimes. Les sommes déboursées spécifiquement pour les personnes handicapées par la CNESST ont progressé de 7 % au cours de la période couverte par ce rapport (2012-2013 à 2015-2016), soit un taux d'augmentation supérieur à la valeur de l'inflation au Québec durant cette période (3,2 %).

Le tableau 13 permet d'observer que la vaste majorité des dépenses en 2015-2016, soit 318 millions, a été réalisée dans le cadre du régime d'indemnisation pour les victimes d'accidents du travail. Ce programme comprend différentes mesures de réparation financière (186 millions) ainsi que de réadaptation physique (61 millions), sociale (42 millions) et professionnelle (29 millions). Par ailleurs, 54 millions ont été dépensés dans le cadre du régime d'indemnisation pour les victimes d'actes criminels et les sauveteurs en 2015-2016. La grande majorité de cette somme a été affectée aux mesures de réparation financière (41 millions).

Tableau 13

**Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, CNESST, 2012-2013 à 2015-2016**

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Régime d'indemnisation pour les victimes d'accidents du travail	300 070 302	310 587 651	319 506 362	318 865 482	6,3
<i>Réparation financière</i>	182 606 243	186 143 967	190 146 869	186 297 968	2,0
<i>Réadaptation physique</i>	48 962 912	51 266 629	56 311 686	61 317 554	25,2
<i>Réadaptation sociale</i>	37 210 848	38 419 531	39 629 897	42 013 125	12,9
<i>Réadaptation professionnelle</i>	31 290 299	34 757 524	33 417 910	29 236 835	(6,6)
Régime d'indemnisation pour les victimes d'actes criminels et les sauveteurs	49 934 224	53 286 574	55 416 714	54 671 684	9,5
<i>Réparation financière</i>	39 737 335	41 353 468	43 917 463	41 190 760	3,7
<i>Réadaptation sociale</i>	9 191 883	10 109 624	10 054 943	11 373 062	23,7
<i>Réadaptation professionnelle</i>	1 005 006	1 823 482	1 444 308	2 107 862	109,7
<b>Total</b>	<b>350 004 526</b>	<b>363 874 225</b>	<b>374 923 076</b>	<b>373 537 166</b>	<b>6,7</b>

## LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

- Les dépenses de la RAMQ dans ses programmes d'aides techniques spécifiques aux personnes handicapées s'élèvent à plus de 173 millions en 2015-2016. Ce montant représente une hausse de 7 % depuis 2012-2013

Les dépenses de la RAMQ en 2015-2016, qui s'élèvent à 173 millions, sont réparties dans ses programmes d'aides techniques spécifiques aux personnes handicapées. Comme le démontre le tableau 14, les programmes d'appareils suppléants à une déficience physique et d'aides auditives représentent 92 % des dépenses de la RAMQ, soit respectivement 107 millions et 51 millions pour 2015-2016. Finalement, bien que le programme de vêtements de compression pour le traitement du lymphœdème soit trop récent pour permettre la même analyse de l'évolution des dépenses que pour les autres programmes et mesures, l'augmentation de 47 000 \$ à 656 000 \$ (1 296 %) en deux ans mérite d'être soulignée.

Tableau 14

### Dépenses des programmes spécifiques aux personnes handicapées, RAMQ, 2012-2013 à 2015-2016

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Programme d'appareils suppléant à une déficience physique	101 267 000	110 393 000	107 808 000	107 279 000	5,9
Programme d'aides auditives	46 622 000	48 091 000	46 137 000	51 634 000	10,8
Programme d'appareils fournis aux stomisés permanents	9 018 000	9 121 000	9 410 000	9 552 000	5,9
Programme d'aides visuelles	4 998 000	5 796 000	4 930 000	4 615 000	(7,7)
Vêtements de compression pour le traitement du lymphœdème	-	47 000	463 000	656 000	1295,7 <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>161 905 000</b>	<b>173 448 000</b>	<b>168 748 000</b>	<b>173 736 000</b>	<b>7,3</b>

- Le programme de vêtements de compression pour le traitement du lymphœdème a été instauré en 2013-2014. La variation présentée porte sur la période 2013-2016.



## LE MINISTÈRE DE LA FAMILLE

- *Le MFamille a dépensé 168 millions en 2015-2016 dans le cadre de ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, une augmentation de 16 % depuis 2012-2013*

Les dépenses spécifiques aux personnes handicapées engagées par le MFamille en 2015-2016 totalisent 168 millions. La présentation de ces montants au tableau 15 permet de constater que la presque totalité (98 %) est concentrée dans deux programmes, soit les suppléments pour enfant handicapé (88 millions) ainsi que l'Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde (76 millions). Soulignons que l'augmentation de 16 % des dépenses du MFamille entre 2012-2013 et 2015-2016 est largement supérieure à l'inflation au Québec pour la même période (3,2 %).

Tableau 15

### Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MFamille, 2012-2013 à 2015-2016

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Supplément pour enfant handicapé	79 700 000	83 700 000	85 800 000	88 500 000	11,0
Allocation pour l'intégration d'un enfant handicapé en service de garde	62 938 285	68 846 228	73 199 833	76 473 504	21,5
<i>Allocation pour un enfant handicapé de 59 mois ou moins</i>	62 195 801	67 967 551	72 325 797	75 633 999	21,6
<i>Allocation pour un enfant handicapé d'âge scolaire</i>	742 484	878 677	874 036	839 505	13,1
Mesure exceptionnelle de soutien à l'intégration en service de garde pour les enfants handicapés ayant d'importants besoins	1 059 601	1 085 194	1 580 000	1 591 700	50,2
Mesure transitoire pour les enfants handicapés âgés de 5 ans	535 751	643 467	681 103	654 510	22,2
Soutien financier aux services de surveillance d'élèves handicapés âgés de 12 à 21 ans	689 500	915 900	998 000	958 000	38,9
<b>Total</b>	<b>144 923 137</b>	<b>155 190 789</b>	<b>162 258 936</b>	<b>168 177 714</b>	<b>16,0</b>

## LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

- Ce sont 100 millions qui ont été déboursés par le MTMDET en 2015-2016 dans le cadre de ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées. Il s'agit d'une diminution de 1,9 % depuis 2012-2013

Une somme totale de 100 millions a été dépensée par le ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) dans ses programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées en 2015-2016. Ce montant a connu une légère baisse entre 2012-2013 et 2015-2016 (-1,9 %), malgré un taux d'inflation de 3,2 % au cours de la même période.

Les informations financières présentées au tableau 16 permettent de constater qu'encore cette année, la principale dépense du MTMDET est le programme d'aide gouvernementale au transport adapté, auquel un montant de 90 millions est attribué. Par ailleurs, soulignons l'augmentation considérable des dépenses du Programme de subventions aux véhicules collectifs accessibles au cours de la période couverte par ce rapport (50 %), mais également les variations annuelles importantes des montants qui lui sont alloués.

Tableau 16

### Dépenses des programmes et mesures spécifiques aux personnes handicapées, MTMDET, 2012-2013 à 2015-2016

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	Variation 2012-2016
	\$				%
Programme de subvention au transport adapté	91 400 000	90 500 000	89 700 000	90 000 000	(1,5)
Programme d'adaptation de véhicule pour les personnes handicapées	8 373 642	8 441 421	8 228 029	7 461 236	(10,9)
Programme de subventions aux véhicules collectifs accessibles	1 588 375	2 195 000	1 450 000	2 387 100	50,3
<i>Adaptation et acquisition de véhicules accessibles</i>	1 060 000	2 020 000	1 450 000	2 340 000	120,8
<i>Adaptation des autobus</i>	528 375	175 000	-	47 100	(91,1)
Vignette de stationnement pour personnes handicapées	1 428 000	1 196 000	847 000	1 027 000	(28,1)
Carte québécoise à l'accompagnement en transport interurbain en autocar	5 000	5 000	5 000	- <sup>1</sup>	-
<b>Total</b>	<b>102 795 017</b>	<b>102 337 421</b>	<b>100 230 029</b>	<b>100 875 336</b>	<b>(1,9)</b>

1. Un délai administratif dans le renouvellement de l'entente concernant la carte québécoise à l'accompagnement en transport interurbain en autocar explique le fait qu'aucune dépense ne soit rapportée pour cette année.

## CONCLUSION

Ce rapport constitue le cinquième portrait des programmes et mesures du Gouvernement du Québec destinés aux personnes handicapées pour l'année 2017-2018. Il offre une mise à jour des données présentées dans les quatre premiers rapports pour les années 2013-2014 à 2016-2017. Comme pour les années précédentes, ce cinquième portrait a permis d'actualiser l'organisation des programmes et mesures pour l'année 2017-2018 ainsi que d'ajouter les dépenses effectuées spécifiquement pour les personnes handicapées au cours de l'année 2015-2016.

Rappelons que l'Office réalise ce portrait en vertu de son rôle d'évaluation de l'intégration sociale des personnes handicapées confié par la *Loi*. En effet, l'Office est à même de présenter une vue d'ensemble des programmes et mesures permettant la réalisation des habitudes de vie des personnes handicapées.

Enfin, il est important de mentionner qu'en raison de la complexité de l'organisation des programmes et mesures gouvernementaux ainsi que des difficultés liées à l'obtention d'information détaillée sur ceux-ci, la production d'un tel portrait demeure un défi. Chaque année, l'Office réussit tout de même à obtenir des données de plus en plus complètes sur les programmes et mesures lors de la mise à jour du RPM. Il est d'ailleurs important de rappeler que la contribution des MO lors de la collecte annuelle effectuée dans le cadre de l'étude des crédits budgétaires est essentielle à cette démarche. Au cours des prochaines années, l'Office entend poursuivre la mise à jour de ce portrait afin de rendre accessible l'information sur l'évolution des programmes et mesures destinés aux personnes handicapées au Québec.



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2017). *Les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées : portrait global et dépenses : 2016-2017*, [En ligne]. [[www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre\\_documentaire/Etudes\\_analyses\\_et\\_rapports/Programmes\\_et\\_mesures\\_destines\\_aux\\_personnes\\_handicapees\\_portrait\\_global\\_et\\_depenses\\_2016-2017.pdf](http://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Etudes_analyses_et_rapports/Programmes_et_mesures_destines_aux_personnes_handicapees_portrait_global_et_depenses_2016-2017.pdf)].

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2016). *Les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées : portrait global et dépenses : 2015-2016*, [En ligne]. [[www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre\\_documentaire/Etudes\\_analyses\\_et\\_rapports/RAP\\_programmes\\_et\\_mesures\\_2015-2016.pdf](http://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Etudes_analyses_et_rapports/RAP_programmes_et_mesures_2015-2016.pdf)].

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2015). *Les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées : portrait global et dépenses : 2014-2015*, [En ligne]. [[www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre\\_documentaire/Etudes\\_analyses\\_et\\_rapports/Portrait\\_programmes\\_et\\_mesures\\_2014-2015.pdf](http://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Etudes_analyses_et_rapports/Portrait_programmes_et_mesures_2014-2015.pdf)].

OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC (2014). *Les programmes et mesures destinés aux personnes handicapées : portrait global et dépenses : 2013-2014*, [En ligne]. [[www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre\\_documentaire/Etudes\\_analyses\\_et\\_rapports/OPHQ\\_PortraitProgrammesMesuresLowRes.pdf](http://www.ophq.gouv.qc.ca/fileadmin/centre_documentaire/Etudes_analyses_et_rapports/OPHQ_PortraitProgrammesMesuresLowRes.pdf)].

QUÉBEC (2017). *Cadre de suivi et d'évaluation préliminaire : instructions destinées aux ministères et organismes*, [En ligne]. [[www.tresor.gouv.qc.ca/cadredegestion/fileadmin/documents/publications/sct/cadre\\_suivi\\_evaluation\\_preliminaire.pdf](http://www.tresor.gouv.qc.ca/cadredegestion/fileadmin/documents/publications/sct/cadre_suivi_evaluation_preliminaire.pdf)].

QUÉBEC (2005). *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale : RLRQ, c. E-20.1, à jour au 1<sup>er</sup> septembre 2017*, [En ligne]. [<http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/ShowDoc/cs/E-20.1>].

STATISTIQUE CANADA (2018). *Indice des prix à la consommation, aperçu historique, par province et territoire*, [En ligne], mis à jour le 26 janvier 2018. [[www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/I02/cst01/econ150a-fra.htm](http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/I02/cst01/econ150a-fra.htm)] [Consulté le 9 février 2018].



